

STATUTS
DU FONDS DE DOTATION
« FONDS FOCOLARI ACTIONS SOLIDARITE »

*Fonds de dotation régi par
les articles 140 et 141 de loi n°2008-776 du 4 août 2008
et les décrets d'application n°2009-158 du 11 février 2009 et n°2015-49 du 22
janvier 2015*

I - CARACTERISTIQUES

Article 1^{er} : DENOMINATION

Le fonds de dotation a pour dénomination : « Fonds Focolari Actions Solidarité » et pour titre court : « Fonds Focolari ».

Article 2 : OBJET

Le fonds de dotation a pour objet de conduire et soutenir les actions d'intérêt général du mouvement des Focolari et, notamment, celles à caractère culturel, philanthropique, éducatif, social et familial qui visent au développement et au renouvellement d'une société fondée sur ces valeurs humaines et spirituelles au service de la paix, de la solidarité, de l'unité.

Ces actions visent à participer :

- à la formation et l'éducation à la paix des enfants, jeunes, adultes à travers, notamment, la communication, la citoyenneté responsable, l'art, la culture, le sport, les loisirs, l'environnement, pour qu'ils la diffusent dans les différentes sphères de la société.
- à la rencontre et la fraternité entre personnes et groupes sociaux de différentes cultures et religions en vue de favoriser le dialogue et la compréhension mutuelle.

Ces actions visent à diffuser la « culture du donner », en favorisant les initiatives personnelles de partage et en promouvant une économie qui découle de cette culture, laquelle intéresse et engage des entreprises au service d'une société plus fraternelle.

Ces actions visent à favoriser :

- des initiatives qui apportent des réponses concrètes aux défis sociaux, mettant en lumière les potentialités des personnes et des communautés dans tous les domaines : le travail, l'économie, l'art, l'éthique, la santé, la justice, les communications...
- la création et le fonctionnement de centres de formation et de rencontre où puisse être proposé un style de vie incarnant la culture de l'unité dans la vie sociale, familiale et économique.
- le développement d'initiatives de solidarité dans le domaine de la coopération, de l'éducation, et du développement, qui soient respectueuses des réalités sociales et culturelles locales.

Le fonds peut exercer son activité en France et l'étranger dans le respect de la législation applicable.

Article 3: MOYENS D'ACTION

Afin de développer son objet social, le fonds pourra, notamment :

- financer et favoriser le développement de toute œuvre participant à son objet ;
- promouvoir et favoriser le développement d'évènements et d'animations permettant de collecter des fonds destinés à participer au financement d'activités d'intérêt général visées à l'article ci-dessus ;
- développer des partenariats avec tout organisme exerçant des activités similaires ou connexes ;
- procéder par tous les moyens à la collecte de fonds permettant le financement des activités du fonds ;
- soutenir tout organisme d'intérêt général poursuivant des buts similaires aux siens ou se situant dans le prolongement de son objet ;
- favoriser l'emploi de ses actifs au profit d'œuvres exerçant des activités conformes à son objet ;
- prêter, louer et mettre à disposition des moyens matériels et humains dans le cadre de projets conformes à son objet ;
- organiser des expositions, colloques, séminaires, congrès et formations en vue de favoriser le développement de ses activités et de celles des organismes d'intérêt général qu'il entend soutenir ;
- éditer toutes publications et autres documents d'information.

Article 4: SIEGE

Le siège social du fonds de dotation est fixé au 41, rue Boileau 75016 PARIS.

Ce siège pourra être déplacé en tout autre lieu par décision du conseil d'administration.

Article 5: DUREE

Le fonds de dotation est constitué pour une durée illimitée.

Article 6: FONDATEURS

Les fondateurs du fonds de dotation sont :

- L'association MARIAPOLIS, dont le siège social est au 41 rue Boileau 75016 - Paris, déclarée à la préfecture de police de Paris le 22 octobre 1974 sous le n°74/12220 publiée au Journal Officiel du 14 novembre 1974, représentée par son Président en exercice ;
- L'association FOCOLARI, dont le siège social est 8 rue Gambetta à Châtillon (92320), déclarée en Préfecture de Police de Paris le 2 mai 1962 sous le n° W 921001138, publiée au Journal Officiel du 19 mai 1962, représentée par son Président en exercice ;

- L'association ARC-EN-CIEL, dont le siège social est au 41 rue Boileau 75016 - Paris, déclarée à la préfecture de police de Paris le 24 février 1997 sous le n° W 751129354 publiée au Journal Officiel du 19 mars 1997 (n° 2185), représentée par son Président en exercice ;

Ils forment ensemble le collège des fondateurs.

En cas d'empêchement définitif ou de dissolution d'un des fondateurs, si aucun autre successeur n'a été préalablement désigné par ce dernier, les autres fondateurs nommeront son successeur. Les successeurs des fondateurs auront les mêmes facultés que ces derniers, y compris celle de désigner à leur tour un successeur.

Article 7: DOTATION EN CAPITAL

A la constitution, le fonds est constitué avec une dotation initiale de 15 000 € (quinze mille euros) en numéraire, versée par les fondateurs sans délai dès la publication du fonds de dotation au *Journal Officiel*.

Cette dotation pourra également être complétée, le cas échéant, par des dotations complémentaires, y compris des titres de sociétés.

La dotation en capital est consommable, pour permettre la réalisation de l'objet défini à l'article 2 des présents statuts.

Les modalités de consommation de la dotation seront déterminées par le conseil d'administration.

Article 8: RESSOURCES

Les ressources du fonds de dotation se composent :

1. des dons manuels issus d'une campagne autorisée d'appel public à la générosité ;
2. des recettes provenant des services rendus par le fonds de dotation dans le cadre de son objet social ;
3. la consommation des donations et legs affectés à la dotation ;
4. des revenus des biens et valeurs de toute nature lui appartenant ;
5. de toute autre ressource non interdite par la loi.

La gestion financière du fonds de dotation est assurée dans le respect de la liste des placements énoncée à l'article R. 332-2 du code des assurances.

II - ADMINISTRATION & FONCTIONNEMENT

Article 9 : CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le fonds de dotation est administré par un conseil d'administration comprenant six membres, et composé de la façon suivante :

- trois administrateurs nommés et révoqués ad nutum par chacun des fondateurs pour une durée de trois ans, renouvelables sans limitation ; en cas de diminution ou d'augmentation du nombre de fondateurs, ces derniers nomment à la majorité d'entre eux les trois administrateurs les représentant ;
- deux administrateurs sont de droit les deux co-responsables du mouvement des Focolari en France désignés selon les statuts généraux canoniques du mouvement des Focolari ;
- un administrateur est désigné par les deux administrateurs de droit.

Les membres du conseil d'administration peuvent, en cas d'empêchement à une réunion du conseil d'administration, donner leur pouvoir à un autre administrateur. Chaque administrateur ne peut détenir plus d'un pouvoir.

En cas de décès, de démission, d'empêchement définitif ou de révocation ad nutum d'un membre du conseil d'administration, à l'exception des membres de droit, il sera pourvu à son remplacement par la personne à l'origine de sa nomination dans les trois mois. Les fonctions de ce nouveau membre prennent fin à la date à laquelle aurait normalement expiré le mandat de celui qu'il remplace.

Les administrateurs doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

Article 10 : BUREAU

Le conseil d'administration élit en son sein les membres du bureau, qui disposent, à titre individuel, des prérogatives suivantes.

Le **président** est chargé d'exécuter les décisions du conseil et d'assurer le bon fonctionnement du fonds de dotation. Il représente le fonds de dotation dans tous les actes de la vie civile. Il ordonne les dépenses. Il arrête les comptes qui seront approuvés par le conseil d'administration. Il peut donner délégation.

Il représente le fonds de dotation en justice, tant en demande qu'en défense, sans avoir à justifier d'un mandat express.

Le **secrétaire** supervise la rédaction des procès-verbaux de réunion et la réalisation des formalités déclaratives en préfecture, et de toutes les écritures concernant le fonctionnement du fonds de dotation, à l'exception de celles qui concernent la comptabilité.

Le trésorier est chargé de la gestion financière du fonds de dotation. Il perçoit les recettes, effectue les paiements sous le contrôle du président. Il supervise l'établissement d'une comptabilité régulière de toutes les opérations et rend compte au conseil d'administration qui statue sur la gestion. Il peut donner délégation dans les conditions validées par le conseil d'administration.

Article 11 : DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil se réunit au moins deux fois par an sur convocation du président, adressée par tous moyens (courrier, courriel, fax ...) une semaine au moins avant la date prévue pour la réunion.

Il peut se réunir à distance, par tous moyens utiles (notamment visioconférence et téléconférence). La convocation précise alors les modalités de tenue de la réunion. Il délibère sur les questions mises à l'ordre du jour par le président du fonds.

Les délibérations du conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés (la moitié des voix des membres présents ou représentés plus une). Pour délibérer valablement, la majorité des membres doit être présente ou représentée.

Il est tenu procès-verbal des séances, lequel est signé par le président et par le secrétaire ou, en cas d'empêchement, par un autre membre du conseil.

Toute personne dont l'avis est utile peut être appelée par le président à assister, avec voix consultative, aux séances du conseil.

Article 12 : REMUNERATIONS

Les fonctions de membre du conseil d'administration sont gratuites.

Des remboursements de frais sont possibles sur justificatifs, dans les conditions fixées préalablement par le conseil d'administration.

Article 13 : ATTRIBUTIONS

Le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires du fonds de dotation, et notamment :

- 1) Il détermine l'affectation des revenus et les modalités de consommation de la dotation ;
- 2) Il arrête le programme d'action du fonds de dotation ;
- 3) Il adopte le rapport d'activité qui lui est présenté annuellement ;
- 4) Il vote, sur proposition du président, le budget et ses modifications ;
- 5) Il reçoit, discute et approuve les comptes de l'exercice clos qui lui sont présentés par le trésorier et arrêtés par le président avec pièces justificatives à l'appui ;

- 6) Il autorise les actes et engagements dépassant le cadre des pouvoirs propres du président ;
- 7) Il peut acquérir tous immeubles nécessaires à la réalisation de l'objet du fonds de dotation, conférer tous baux et hypothèques sur les immeubles du fonds de dotation, procéder à la vente ou à l'échange desdits immeubles, et accorder toutes garanties et sûretés ;
- 8) Il arrête les grandes lignes d'action de communication et de relations publiques ;
- 9) Il peut déléguer, par écrit, ses pouvoirs et peut à tout instant mettre fin aux dites délégations ;
- 10) Il accepte les donations et les legs et autorise, en dehors de la gestion courante qui relève du président et/ou du trésorier, les acquisitions et cessions de biens mobiliers et immobiliers, les marchés, les baux et les contrats de location, la constitution d'hypothèques et les emprunts ainsi que les cautions et garanties accordées au nom du fonds ;
- 11) Il procède à la désignation et au renouvellement du commissaire aux comptes et de son suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L.822-1 du code de commerce ;
- 12) Il fixe, le cas échéant, les conditions de recrutement et de rémunération du personnel, en particulier, il désigne, le cas échéant, le directeur du fonds de dotation ;
- 13) Il renouvelle les membres du conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts.

Article 14 : DIRECTION GENERALE

En tant que de besoin, un directeur du fonds de dotation peut être embauché et licencié par le conseil d'administration. Le directeur ne peut être qu'une personne physique. Il agit sous l'autorité directe du président du fonds de dotation.

Il peut être rémunéré ou non, selon les modalités plus particulières déterminées par le conseil d'administration qui fixe les conditions de sa délégation et l'étendue de ses pouvoirs.

Le directeur du fonds de dotation dirige les services du fonds de dotation et en assure le fonctionnement courant.

Il assiste sur invitation, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Article 15 : COMITE CONSULTATIF

Lorsque la dotation dépassera un million d'euros, il sera institué un comité consultatif auprès du conseil d'administration, composé de personnalités qualifiées extérieures nommées par le conseil d'administration.

Il est chargé de faire des propositions de politique de placements et d'en assurer le suivi. Pour mener à bien sa mission, il réalise des études et des expertises.

Ses attributions, son organisation et ses règles de fonctionnement sont fixées par la délibération du conseil d'administration les instituant, ou, le cas échéant, par le règlement intérieur.

Article 16 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

En tant que de besoin, il est désigné :

- un commissaire aux comptes ;
- et un commissaire aux comptes suppléant.

Les comptes annuels du fonds de dotation, ainsi que le rapport d'activité annuel, lui sont communiqués au moins quarante-cinq jours avant la date de la réunion du conseil d'administration convoqué pour leur approbation.

Le commissaire aux comptes, lors de sa certification des comptes annuels, doit vérifier la concordance entre ces différents documents.

Lorsque le commissaire aux comptes invite le président du fonds de dotation à faire délibérer le conseil d'administration sur des faits de nature à compromettre la continuité de l'activité, il fixe la date, dans un délai qui ne peut excéder huit jours, l'ordre du jour et, le cas échéant, le lieu de la réunion du conseil d'administration.

III - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 17: MODIFICATION

Les présents statuts ne pourront être modifiés par le conseil d'administration statuant dans les conditions prévues à l'article 11.

Ces modifications sont déclarées dans les délais légaux en Préfecture du siège social.

Article 18 : DISSOLUTION

La dissolution volontaire du fonds de dotation pourra être décidée par le conseil d'administration statuant dans les conditions prévues à l'article 11.

Le conseil d'administration désigne alors un ou plusieurs commissaires qu'il charge de procéder à la liquidation des biens du fonds de dotation et auquel il confère tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bien cette mission. Le conseil attribue l'actif net à un ou plusieurs fonds de dotation ou fondations reconnues d'utilité publique intervenant pour des projets similaires.

Ces délibérations sont adressées dans les délais légaux en Préfecture du siège social.

IV - CONTRÔLE ET REGLEMENT INTERIEUR

Article 19 : CONTROLE

Le rapport d'activité et les comptes annuels sont adressés chaque année en Préfecture du siège social par le fonds de dotation, qui désigne, à l'occasion de la réunion du conseil les approuvant, le représentant chargé de les transmettre.

Ces documents sont adressés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Article 20 : REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur, qui précise les modalités d'application des présents statuts, peut être établi par le conseil d'administration.

V - AUTRES DISPOSITIONS

Article 21 : COMPTES ANNUELS

Le fonds de dotation établira une comptabilité conforme à la réglementation, comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe. Les comptes annuels sont élaborés par le trésorier, et approuvés annuellement par le conseil d'administration. Le trésorier peut déléguer cette mission à toute personne, sous le contrôle du conseil d'administration.

L'exercice du fonds de dotation court du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année. Le premier exercice sera clos le 31 décembre 2017.

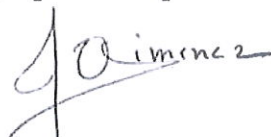
Article 22 : POUVOIRS

Pour remplir les formalités légales (déclaration en préfecture, enregistrement, etc.), tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un exemplaire des présents statuts.

Fait à Paris, le 7 juillet 2016

Les fondateurs,

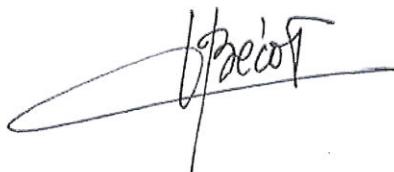
L'association MARIAPOLIS, représentée par Mme Marie GIMENEZ

Handwritten signature of Marie Gimenez in blue ink.

L'association FOCOLARI, représentée par Jean-Marie CHOUTEAU

Handwritten signature of Jean-Marie Chouteau in blue ink.

L'association ARC-EN-CIEL, représentée par Jean-Louis BECOT

Handwritten signature of Jean-Louis Becot in blue ink.